

## QUE FAIRE?

La C.G.T.F.O. tiendra son Congrès du 2 au 6 février 2004. Il a été précédé d'une querelle de prétendants à la succession de Marc Blondel, qui s'est, heureusement, quoique tardivement, terminée.

Cela devrait permettre aux militants de la C.G.T.F.O. de se poser les questions d'orientation qui conditionnent le devenir du syndicalisme et, au delà, de la démocratie. Par exemple, l'existence de syndicats indépendants se situant sur le terrain de la défense des «*intérêts particuliers*» des travailleurs est-elle compatible avec les institutions totalitaires du 4<sup>ème</sup> Reich, fondées sur l'idéologie du «*bien commun*»?

La C.E.S. est-elle une Confédération ouvrière ou tout simplement une institution de «*l'Union Européenne*»?... Il ne fait aucun doute qu'il est nécessaire de caractériser correctement cette version, à peine modernisée, des «*syndicats jaunes*». Et la question se posera nécessairement: la C.G.T.F.O. doit-elle rester dans l'organisation européenne du «*syndicalisme rassemblé*» qui s'apparente plus au «*Front du Travail*» des Nationaux-Socialistes allemands qu'à la «*vieille C.G.T.*» dont la C.G.T.F.O. revendique l'héritage?

Que signifie, aujourd'hui, le mot réformiste dont tout le monde semble vouloir (au moins provisoirement) se réclamer?

Telles sont quelques unes des questions que le Congrès Confédéral et le Comité Confédéral National de la C.G.T.F.O. devront nécessairement se poser... et que pose l'article de notre camarade Pierre Ferme que nous publions ci-dessous.

**Alexandre HÉBERT.**

---

## OÙ IRA LA C.G.T.F.O.?

A quelques jours de son congrès confédéral qui verra le départ de Marc Blondel, on peut d'emblée reconnaître que, peu ou prou, que la C.G.T.F.O. a su rester une organisation syndicale de classe libre et indépendante depuis 1989. Raison de plus pour être extrêmement attentifs à ce qu'elle va devenir. Pour résumer, la question centrale est: où ira la C.G.T.F.O.?

En mai 1946, quinze jours après le premier congrès confédéral de la C.G.T. réunifiée convoqué après la libération, Pierre Monatte faisait paraître une petite brochure intitulée «*Où va la C.G.T.?*». Il y analysait la situation politique et confédérale et déplorait des débats «*faibles et décevants*» plombés par les longues interventions des secrétaires confédéraux préliminaires à tous les débats. Enfin, il constatait l'absence de défense par les «*vieux confédérés*» de l'indépendance syndicale, indépendance conquise en 1906 à Amiens avec la Charte du même nom.

Monatte pointait nettement les deux dangers qui menaçaient cette indépendance: d'une part l'emprise du parti de Moscou, des stalinien, qui avaient verrouillé la confédération; d'autre part, ce qu'il appelait le «*réformisme*» des vieux confédérés.

Monatte rappelait que ce réformisme était une sorte de pente naturelle militante, une dérivée voire une dérive de la nécessaire action syndicale quotidienne, celle qui consiste à rechercher l'amélioration de la condition ouvrière par la réalisation des revendications, une des deux besognes du syndicalisme selon la Charte d'Amiens. Mais il citait aussi les dérives historiques de certains réformistes: ralliement de Jouhaux à l'*Union sacrée* en 1914 derrière Poincaré, collaboration de Belin à Vichy, cumul de fonctions syndicales et ministérielles à la Libération.

Bref, Monatte constatait que ces réformistes avaient tendance à se couler sans difficulté dans le moule

du moment, et acceptaient souvent des strapontins du pouvoir, laissant les grandes tâches aux organismes gouvernementaux.

«Le propre du réformisme, écrivait-il, c'est de s'adapter au régime dans lequel il vit».

La situation aujourd'hui est-elle très différente? Pas sûr. Cette sorte de réformisme, n'est-ce pas de participer au *Foutoir Social Européen*?

Ce réformisme aujourd'hui, n'est-ce pas de parapher la position commune de juillet 2001 qui contenait les accords majoritaires et déroatoires et préfigurait la loi Fillon sur le dialogue social?

Ce réformisme, n'est-ce pas d'avoir signé l'*Accord National Interprofessionnel sur la Formation Professionnelle* (ANIFP)?

On peut proposer une réponse: si ce n'est pas de ce réformisme-là, le congrès inscrira dans une résolution la revendication d'une formation professionnelle sur le temps de travail et rémunérée comme tel. Car une telle revendication s'opposerait à cet accord interprofessionnel qui ouvre lui-même la possibilité de déroger à ses propres dispositions (pas besoin de loi Fillon sur le dialogue social pour renverser le principe de faveur qui veut qu'un accord d'entreprise améliore l'accord de branche qui améliore l'accord interprofessionnel!). Dérogation pour imposer par un accord de branche ou d'entreprise la formation professionnelle hors du temps de travail et payée à 50%.

Cette sorte de réformisme, ne serait-ce pas de s'abstenir de prendre position sur la *Constitution Européenne*? Ne serait-ce pas de feindre de croire que la CES peut être reconquise de l'intérieur?

L'indépendance syndicale n'est pas à géométrie variable, elle ne peut pas avoir différents degrés d'application en fonction des circonstances, elle ne peut pas être adaptée à la situation du moment.

La *Charte d'Amiens* reconnaît la lutte de classes et assigne au syndicalisme l'émancipation des travailleurs, et en attendant recommande la conquête d'améliorations immédiates, le tout sans se préoccuper des partis et des sectes. Le congrès sera-t-il unanime sur cette définition?

Les congressistes seront-ils tous «*révolutionnaires dans nos aspirations*» comme en 1996, condition nécessaire pour pouvoir être de vrais «*réformistes dans la pratique*», c'est-à-dire pas ces réformistes que dénonçait Monatte? Monatte l'écrivait: on ne peut pas défendre l'indépendance syndicale si on n'y croit plus, ou même si l'on y croit qu'à moitié.

La *Charte d'Amiens* forme un tout! On ne peut pas s'en réclamer à moitié. Ou alors, qu'on le dise clairement: on abandonne cette référence en estimant que les revendications suffisent.

Oui, les revendications sont primordiales et le congrès aura beaucoup de travail sur ce plan là. Mais sans l'indépendance, ce ne serait plus des revendications, ce ne serait que des prières adressées aux pouvoirs, et c'est la subsidiarité.

Les dirigeants de la C.G.T. l'ont bien compris, qui ont, depuis longtemps abandonné la *Charte d'Amiens* ce qui leur permet aujourd'hui de passer sans difficulté du stalinisme à un syndicalisme intégré.

Alors, si la C.G.T.F.O. est toujours d'accord sur la Charte et l'indépendance syndicale, si elle se situe dans la continuité de la vieille C.G.T., ses militants au Congrès devront le marquer très nettement par des orientations claires et non par des incantations.

Le congrès doit dans ce cas prendre position contre la *Constitution Européenne* qui soumettra le syndicalisme aux institutions et aux politiques européennes aussi sûrement et aussi durement que la 9<sup>ème</sup> des 21 conditions de la 3<sup>ème</sup> internationale soumettait le syndicat au parti communiste.

Le congrès doit aussi affirmer la nécessité de revenir au véritable internationalisme ouvrier en œuvrant à un regroupement du syndicalisme libre et indépendant au niveau européen, pour refuser d'abandonner à la C.E.S. les prérogatives que notre organisation tient de ses adhérents. Si le congrès de la C.G.T.F.O. ne décidait pas d'accomplir ces tâches qui sont très difficiles, ce serait faillir à son rôle historique et trahir les générations de militants qui l'ont précédé dans cette voie, et encore plus, trahir les générations qui vont lui succéder.

Pour que vive l'indépendance syndicale et la C.G.T.FORCE OUVRIERE, le Congrès doit, me semble-t-il, prendre ces deux décisions sans ambiguïté.

**Pierre FERME.**

# DU SYNDICALISME RASSEMBLÉ AU SYNDICAT UNIQUE...

La F.S.U., qui n'est autre que l'ex-tendance stalinienne de la *Fédération de l'Éducation Nationale*, passe à l'offensive pour le syndicat unique en précisant que: La C.G.T. et sa place confortée dans le paysage syndical semble en tous cas le pivot d'un tel projet, le seul cadre crédible.

Alexandre HÉBERT.

## **Une situation inédite:**

*Face aux attaques patronales/libérales, une convergence du mouvement social s'est manifestée. La C.G.T., F.O. et une partie de la C.F.D.T., les autonomes, UNSA, G10, FSU s'opposent à la déréglementation et aux attaques des acquis sociaux.*

*Bilan du printemps 2003: L'unité est nécessaire pour tous, l'autonomie met hors jeu. Notre fédération, face aux grands dossiers (sécu, emplois, salaires...) ne peut peser. Dans un contexte de division syndicale, de faiblesse de la présence syndicale, les convergences peuvent redonner des moyens de défense aux salariés. Constituer un point d'appui à ceux qui, chômeurs, paysans, citoyens, cherchent à agir pour le progrès social.*

*Il n'est pas temps de s'attacher aux difficultés, aux obstacles réels ou supposés, mais de fixer les objectifs et les moyens nécessaires à l'action revendicative. Les intérêts collectifs doivent passer avant les préoccupations des appareils. Garder une démarche syndicale: partir des besoins des salariés. Le but, face à un patronat et une droite de combat, c'est de donner des outils de lutte aux salariés du secteur public, aux chômeurs, aux salariés du privé.*

*La FSU, tant par sa représentativité, sa capacité militante, que son positionnement revendicatif peut jouer un rôle historique. On peut proposer des Unions à géométrie variable, des associations et des pratiques communes... ce sera peut-être le passage obligé. Mais en se limitant à cela, on ne fait que retarder voire discréditer ce qui est le besoin objectif: une organisation syndicale unifiée, diverse, représentative, capable de défendre les salariés des zones industrielles, de défendre le droit du travail, les acquis sociaux, de casser la spirale de la régression sociale, la précarité.*

*La C.G.T. et sa place confortée dans le paysage syndical semble en tous cas le pivot d'un tel projet, le seul cadre crédible.*

## **Motion:**

*La FSU appelle solennellement toutes les forces syndicales à ouvrir un débat sur la réunification syndicale. Elle propose la constitution d'une grande organisation syndicale confédérée, capable d'agir de façon coordonnée sur tous les fronts.*

*Elle s'adresse à toutes les équipes syndicales, d'abord à la CGT, mais aussi à FO, au G10, à l'UNSA, pour engager un processus d'unification, en fixer les modalités, étapes, un calendrier. Elle rencontrera les organisations syndicales au niveau national et local. Ses sections départementales rencontreront toutes les structures syndicales, interprofessionnelles ou d'entreprise.*

*Pour conquérir les déserts syndicaux, défendre la dignité, les conditions de travail, le droit du travail. Recréer une force des salariés, pour les salaires, l'emploi, la protection sociale, les services publics... Le débat avec les adhérents, les salariés, devra avoir lieu largement, pour accompagner toutes les étapes, faire valider la démarche, lever les préjugés et régler les difficultés souvent dues aux représentations, aux images pas conformes à la réalité.*

-----

## **NOTES DE LECTURE :**

### **Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours, par Howard Zinn - Éditions Agone.**

Cet ouvrage traite de l'histoire des États-Unis vue à travers la vie des oubliés de l'historiographie traditionnelle. Ici, les héros ne sont pas les mythiques «cow-boys», les *Pères Fondateurs* ou les grands capitaines d'industrie mais les indiens, les esclaves noirs, les syndicalistes, les ouvriers ou les GI du Vietnam.

Chacun sait que les États-Unis ont érigé le communautarisme en principe régissant l'organisation sociale. Rien d'étonnant donc à ce que l'auteur analyse, avec pertinence, le problème racial, le génocide des

indiens ou l'émergence de la revendication féministe. Cependant, il n'oublie jamais de replacer ces problèmes dans leur cadre historique, celui du capitalisme dominateur et expansionniste.

Mieux, Howard Zinn met en relief la façon dont les élites dirigeantes ont su utiliser le racisme ou les divergences religieuses pour nier la lutte des classes au profit d'un illusoire patriotisme américain.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, page 268, il cite un extrait d'un journal militant, *le Awl*:

«*La division de la société en classe productive et classe non productive ainsi que l'inégale répartition des revenus entre les deux, nous incite à établir une seconde distinction - celle entre capital et travail (...). Le travail devient aujourd'hui un produit comme un autre. (...) L'antagonisme d'intérêts opposés mine la communauté. Capital et travail se retrouve face à face*».

Lorsqu'on considère que cet article fut publié en 1844, soit 4 ans avant la parution du «*Manifeste du Parti Communiste*» de Marx et Engels, on ne peut qu'être admiratif devant la maturité politique de la classe ouvrière américaine.

C'est un ouvrage remarquable de par son exhaustivité et la pertinence de son analyse, c'est sans conteste l'histoire populaire des États-Unis qui manquait au mouvement ouvrier international.

**Christophe BITAUD.**

## EN VRAC...

### CE QUE NOUS VOILE LE VOILE

Toujours égal à lui-même, c'est-à-dire ambigu, Régis Debray suit sa nature de dandy chez les révolutionnaires. Ceci dit, sans aucune méchanceté, car il y a risqué sa peau avec dignité. Cependant, on ne se refait pas. Bien sûr, il n'y avait pas de révolutionnaires dans la commission Stasi, mais Debray était toujours dandy. Empêché de participer aux discussions finales par un engagement international, il a fait part de son point de vue dans une lettre pleines... d'embarrassantes perplexités.

Certaines de ces perplexités relèvent de ce prétendu sens du sacré dont, comme de trop nombreux autres, il semble penser que l'humanité ne peut se passer... alors qu'elle ne peut progresser qu'en s'en débarrassant. Malgré tout la lettre publiée (1) contient quelques fulgurances du dandy:

«*On a pu ainsi, au lieu de protéger les consciences en formation, accorder aux mineurs (art.10 de la loi d'orientation dite Jospin) les prérogatives du majeur, comme si le temps d'apprentissage de l'indépendance d'esprit et de la liberté de jugement ne comptait pour rien (2). Sur ce point, il rejoint donc Catherine Kintzler, que nous citerons une autre fois.*

*On a donné le sentiment de chercher «la culture commune» dans le plus petit commun dénominateur des incultures juxtaposées (le titre de bachelier ne sera-t-il pas bientôt délivré avec l'acte de naissance?). On a baptisé démocratie: l'abandon de l'exigence, respect des identités: la reconduction des préjugés, brimade: le devoir, et vexation: la sanction».*

Pour finir, une phrase percutante... qui choquera les anarchistes (il y en a, hélas!) qui refusent de comprendre au second degré: «*En oubliant qu'il faut un maître pour apprendre à se passer de maître*» (2). Malgré d'énormes défauts, Debray n'est donc pas complètement mauvais... mais il est peu probable qu'il s'améliore en vieillissant.

### LE RESPECT C'EST SUSPECT

Je vais probablement désoler certains de mes amis, mais je n'ai pas le respect en respect. Au contraire, quand c'est nécessaire, je ne crains pas d'affirmer que je ne respecte rien ni personne et que je ne me considère pas comme respectable, car, dans la société que nous subissons, je suis convaincu que l'irrespect est un comportement sain.

Aujourd'hui, on met le respect à toutes les sauces, au point que le mot n'a plus de sens s'il en a eu un

(1) Régis DEBRAY, *Ce que nous voile le voile*, Gallimard, Paris 2004, 54 pp. 5,50 euros.

(2) Op.Cit. p.24

(3) Michel BAKOUNINE, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, Nataf éd., Paris 1966, p.130.

jour (sauf le respect qu'je vous doit, m'sieur mon maîtr') et c'est devenu un sommet du politiquement correct des ayatollahs éducationnistes. Le respect, tous les mômes en ont plein la bouche, ce qui les rend plus cons que nature. Excusez-moi ou pas, mais je suis pédophobe.

De la guerre d'Algérie, j'ai un souvenir de l'usage du respect qui ne plaide pas en faveur du concept. Pendant la «*bataille d'Alger*», en 1957, les paras de Bigeard, alors colonel, ont arrêté un responsable de la willaya, Ben Mihdi. Bigeard a raconté plus tard qu'il avait passé de longues heures à discuter avec Ben Mihdi et qu'il éprouvait du respect pour cet «*ennemi*». Ce prétendu respect ne l'a pas empêché de le livrer aux tueurs d'Aussaresses... Parce que c'était «*les ordres*». C'est ça le respect: il n'empêche pas de foutre en taule ou de massacrer des gens qu'on dit respecter. Et c'est pour ça que je ne le respecte pas.

Toutefois, je n'oublie pas ce qu'écrivait Bakounine, s'en prenant «*à beaucoup de partisans du naturalisme ou du matérialisme moderne qui, parce que l'homme a retrouvé de nos jours sa parenté pleine et entière avec toutes les autres espèces d'animaux et sa descendance immédiate et directe de la terre, et parce qu'il a renoncé aux absurdes et vaines ostentations d'un spiritualisme qui, sous prétexte de le gratifier d'une liberté absolue, le condamnent à un éternel esclavage, s'imaginent que cela leur donne le droit de renoncer à tout respect humain*» (3). A l'époque, le matraquage idéologique des média audiovisuels n'était qu'un cauchemar imprévisible. L'idée de Bakounine est correcte, mais le contexte nouveau la rend inopérante.

Voilà pourquoi, refusant le respect, je lui préfère la tolérance, même à minima. Celle de Voltaire qui est toujours d'actualité: «*Je déteste ce que vous pensez, mais je suis prêt à me battre pour que vous ayez le droit de le penser et de le dire*». L'important est de ne pas remettre en cause la liberté de chacun. Cette tolérance, appliquée dans le cadre de l'exercice des libertés démocratiques, permet de se passer du concept vérolé de respect.

## NOUVELLES DU FRONT

**Un peu d'anti-américanisme primaire.** Dans un 6 à 7 de France 5, un astrophysicien nous informe qu'il existe une commission internationale de ses pairs, dont il fait partie, chargée de donner des noms de personnalités célèbres à divers objets célestes. Aux sites de Vénus, il a été décidé de ne donner que des noms de femmes. Il propose le vrai nom de la Goulue. On lui demande de qui il s'agit, il répond que c'est un modèle de Toulouse-Lautrec. Accepté. Plus tard, il propose la marquise de Pompadour. Refusé par les membres étasuniens... parce que c'était la maîtresse du roi. La bigoterie pudibonde a même contaminé les astronomes!!! Pourtant la Pompadour n'était pas qu'un cul où s'ébrouait «*Louis le bien aimé*», c'était aussi une tête qui a protégé les *Encyclopédistes*. Raison de plus pour que les bigots invétérés la refusent.

**Cette bévue calculée de Spidi-Sarko** relative à la «*discrimination positive*» a relancé la question des quotas et m'a rappelé une idée que j'aurais aimé populariser il fut un temps. Je l'ai exposée à quelques copains: il faut revendiquer un quota de trisomiques 21 à l'Assemblée Nationale. Mes potes m'ont répondu en se payant ma tronche: «*Marc tu t'es pas encore rendu compte que c'est déjà fait*». Préservez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge.

**Où sont donc ces belles âmes de philosophes** qui, dans l'affaire de l'Irak, léchaient le cul de Bouch, le garçon vacher bouffon bigot mal élu ancien tueur en série et crétin des Appalaches? Sœur Anne les cherche vainement, alors qu'on a encore trouvé aucune arme de destruction massive (Bouch et Blair n'ayant pas osé en faire apporter sur place), alors que les femmes irakiennes en prennent déjà plein la gueule vu le retour triomphant de l'obscurantisme religieux. On peut imaginer que nos petites connes qui se voilent «*parce que c'est leur liberté*» n'auront aucunement le courage d'aller enseigner cette «*liberté*» à leurs sœurs irakiennes.

Marc PRÉVÔTEL.

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»  
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé  
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.  
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes  
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste  
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT

-----